



SACVL

LA VILLE ÉQUILIBRÉE

MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

PROCEDURE ADAPTEE

REGLEMENT DE CONSULTATION

REFERENCE DE LA CONSULTATION : SACVL S2026P089 Justin Godart – MOE

OBJET DE LA CONSULTATION :

**Marché de maîtrise d'œuvre
pour la réhabilitation de la résidence Justin Godart sise 7 et 9 rue Justin Godart
69004 Lyon.**

Pouvoir adjudicateur : Société Anonyme de Construction de la Ville de Lyon (SACVL)

Adresse : 36, Quai Fulchiron 69005 Lyon

Personne responsable du marché : Olivier DUPONT – Conducteur d'opérations – Service Patrimoine

Tel : 06 42 15 93 16

E-mail : o.dupont@sacvl.fr

Date limite de réception des offres **Vendredi 27 février 2026**

Heure : **17h00**

Sous format dématérialisé exclusivement, sur le profil acheteur de la SACVL : www.marches-securises.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1.	Objet de la consultation	3
1.2.	Codes CPV.....	3
1.3.	Durée.....	3
ARTICLE 2.	DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
3.1.	Procédure de passation	4
3.2.	Allotissement	4
3.3.	Négociation	4
3.4.	Renseignements complémentaires	5
3.5.	Visite de site	5
ARTICLE 4.	PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE	5
4.1.	Dossier de candidature	5
4.2.	Sous-traitance.....	8
4.3.	Groupements d'opérateurs économiques	8
4.4.	Compétences	9
ARTICLE 5.	PRÉSENTATION DE L'OFFRE.....	10
5.1.	Présentation du dossier d'offre	10
5.2.	Variantes	10
5.3.	Prestations supplémentaires éventuelles	10
5.4.	Délai de validité	10
ARTICLE 6.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE.....	10
ARTICLE 7.	MODALITÉS DE REMISE DES PLIS	14
ARTICLE 8.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ	15
ARTICLE 9.	LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	17

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de la consultation

Objet des travaux :

- Remplacement des menuiseries extérieures et occultations
- Ravalement des façades avec enduit thermo-isolant
- Réfection des couvertures tuiles et de l'ensemble de la zinguerie
- Réfection des communs avec création d'un sas d'entrée
- Remplacement des portes et menuiseries extérieures des communs
- Réfection de l'ascenseur
- Réfection électrique des parties communes
- Réfection des installations de contrôle d'accès
- Reprise complète des salles de bains et WC
- Reprise partielle des cuisines (éviers et crédences)
- Remplacement des portes palières
- Mise en sécurité électrique des logements
- Réfection des réseaux EF, EU/EV
- Réfection des sanitaires et distribution EF, ECS, vidange
- Remplacement des chaudières
- Mise en place de robinets thermostatiques
- Remplacement du chauffage électrique
- Réfection de la ventilation

Lieu d'exécution : 7 et 9 rue Justin Godart 69004 Lyon

Le marché est décomposé en deux tranches.

Une tranche ferme : comportant les missions DIAG, APS et APD

Une tranche optionnelle : comportant les phases PRO, ACT, DET, AOR, GPA, EXE, VISA et OPC.

L'affermissement de la tranche optionnelle est conditionné au choix du maître d'ouvrage de poursuivre le projet.

1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 710000000-8 - Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection.

1.3. Durée

La durée globale prévisionnelle d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre est de **2 ans** à compter de la notification du marché. Les prestations s'achèvent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Les délais partiels d'exécution de la prestation sont définis à l'article 5.2 de l'acte d'engagement.

Le marché ne sera pas reconduit.

L'objectif pour l'achèvement des travaux est la fin du mois de mai 2028.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants et leurs annexes éventuelles :

- Règlement de consultation
- Acte d'engagement
- C.C.A.P
- D.P.G.F.
- C.C.T.P.
- Le programme de travaux
- L'étude de faisabilité réalisée préalablement à la présente consultation
- Un dossier de plans au format .pdf
- Charte chantier faibles nuisances
- Carnet de préconisations
- Charte Qualibail
- Documents relatifs au formalisme des factures du Maître d'œuvre et des entreprises de travaux prises dans le cadre des travaux dits « exigibles »

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir leurs questions au plus tard 9 jours avant la date limite de réception des offres

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera susceptible d'être prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

3.2. Allotissement

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer le marché pour les raisons suivantes : L'acheteur est dans l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes compte tenu de l'objet même des prestations.

3.3. Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur a prévu la possibilité de négocier avec les 3 entreprises les mieux classées eu égard aux critères de jugement des offres mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat ni les critères de sélection et pourront se dérouler en plusieurs phases.

Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats, de la confidentialité des offres et de la charte déontologique de l'acheteur. Les échanges résultant de la négociation pourront être formalisés par écrit.

L'acheteur pourra choisir de négocier même avec les candidats ayant déposé des offres irrégulières, ou inacceptables. Les candidats pourront ainsi être amenés à préciser, compléter ou modifier certains éléments de leurs offres, sans modification substantielle des conditions de mise en concurrence initiale.

Outre l'aspect financier, les négociations pourront notamment porter sur :

- le niveau de qualité des produits proposés et leurs caractéristiques techniques ;
- le niveau de qualité des prestations proposées ;
- les délais ;
- les conditions d'exécution du marché ;
- les quantités définies ou estimées, qui pourront être revues à la baisse comme à la hausse ;
- La méthodologie employée.

A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

3.4. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-securises.fr/>

3.5. Visite de site

Les candidats doivent obligatoirement effectuer une **visite** des lieux d'exécution du marché dans les conditions suivantes :

Les candidats devront confirmer par mail à Monsieur DUPONT (o.dupont@sacvl.fr) leur participation à la réunion de visite au plus tard 48h avant la date proposée ci-dessous.

Un candidat n'ayant pas informé de sa participation ne pourrait pas se prévaloir d'un défaut d'accès au site.

- **Visite le 18 février 2026 à 11h00**

À l'issue de cette visite obligatoire :

Une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Cette attestation devra nécessairement être jointe à l'offre.

ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents listés ci-dessous ainsi que les documents énumérés dans les tableaux ci-après, au titre de la capacité économique et financière d'une part et de la capacité technique et professionnelle d'autre part.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat produit :

- (DC1) – Une lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- (DC2) – Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. **La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.**

Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils peuvent se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des justificatifs listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Niveau minimum
1	[Chiffres d'affaires N-3, N-2 et N-1] - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	
2	[Assurance responsabilité civile et professionnelle] - Attestation d'assurance des risques professionnels pertinents, pour l'année en cours.	

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Niveau minimum
1	[Références FCS-3ans] Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	
2	[Moyens matériels] Une description du matériel et/ou de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.	
3	[Effectif] Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.	
4	[CV] Justification de l'inscription à l'Ordre des Architectes accompagnée des certificats de qualification délivrés par les organismes professionnels pour les autres membres de l'équipe ou diplôme équivalent. Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de même nature que celle du marché public. Le Candidat devra présenter l'ensemble de ses certifications et fournir les certificats correspondants. Transmission des certificats de qualification délivrés par les organismes professionnels ou diplômes équivalent pour les autres membres du groupement.	

Conformément à l'article L2141-8 du Code de la commande publique, l'acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, et dans la mesure où il n'est pas possible de remédier à cette situation par d'autres moyens.

! Examen et admission des candidatures

L'acheteur enregistre les candidatures.

L'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie.

La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

! Compléments de dossier

S'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

! Elimination des candidatures

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique ou qui produisent des dossiers de candidatures ne

comportant pas les pièces mentionnées et qui restent incomplet même suite à une demande de compléments de dossiers, ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché. Les candidatures qui n'ont pas été écartées en application de l'alinéa précédent sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques économiques et financières mentionnées dans le présent règlement.

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le maître d'ouvrage peut obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

4.4. Compétences

Le candidat réunira impérativement les compétences suivantes :

- Compétence : Architecte
- . Compétence : Economie de la construction
- Compétence : Fluides
- Compétence : Structure
- . Compétence : Valorisation des déchets
- . Compétence : Ecologue

Etant précisé en cas de groupement que l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement. L'acheteur n'impose pas la signature de l'acte d'engagement à la réception des plis. En revanche, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement par une personne habilitée à engager la société et l'ensemble des membres du groupement. Le document devra être dûment rempli et daté. Ceci étant dit, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) (Se reporter au cadre joint .xls)
3	Le mémoire technique
4	Le mémoire environnemental
5	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant

5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par le maître d'ouvrage.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 180 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description	Pondération
1	Prix	50
2	Valeur technique	40
3	Valeur environnementale	10
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Pondération totale des critères d'attribution :		100
N°	Description	Pondération
1	Prix	50
	<p><i>La note relative au prix des prestations sera appréciée sur la base du prix prévisionnel des prestations, défini dans la décomposition du prix global et forfaitaire.</i></p> <p><i>La formule qui sera utilisée pour le calcul de la note du critère prix est la suivante :</i></p> <p><i>Note du candidat = prix de l'offre du moins disant x 50/prix de l'offre du candidat</i></p>	
2	Valeur technique	40
	<p>Le mémoire technique doit être limité à 5 pages A4 recto/verso verticales (hors annexes cf. illustrations, références, planning) et utiliser une police de caractères n'étant pas inférieure à une taille 10 format Arial Word ou équivalent. Les marges verticales et horizontales ne seront pas inférieures à 2cm.</p> <p>Une page de garde intitulée « Mémoire technique » peut être établie par le candidat qui l'illustrera à sa guise. Le cas échéant, cette page ne sera pas comptabilisée dans le nombre limitatif total de pages.</p> <p>Seules les annexes (illustrations, références, planning) ne seront pas comptabilisées dans le nombre limitatif total de pages.</p> <p>=> Un mémoire technique qui ne respecte pas les contraintes énoncées ci-dessus pourrait voir sa note baissée de 10 points.</p> <p>Le mémoire technique devra respecter le cadre de formalisme suivant (voir tableaux de critères ci-dessous) :</p> <p>I/ Approche du programme II/ Méthodologie III/ Approche technique IV/Références choisies</p> <p>=> Un mémoire technique qui ne respecte pas ces contraintes pourrait voir sa note baissée de 10 points.</p> <p>La perte de point pour non-respect du nombre limitatif total de pages et celle pour non-respect du cadre de formalisme sont cumulables.</p> <p>Une offre sans mémoire technique ne sera pas recevable.</p> <p>La note maximum est de 40. Elle pourrait être attribuée au candidat qui obtient le maximum de points distribués sur chaque critère.</p>	
I	Approche du programme	15
	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse de l'existant, des pathologies etc - Compréhension des enjeux techniques, énergétiques et d'usage à prendre en compte dans le cadre de cette opération - Analyse des contraintes liées au site (localisation, site occupé etc) <p>- Absence d'analyse : 0 point - Analyse superficielle, descriptive, incomplète : 5 points - Analyse correcte sans plus-value : 10 points - Analyse approfondie et contextualisée : 15 points</p>	

II	Méthodologie	10
	<ul style="list-style-type: none"> - Délais prévisionnels d'exécution des études et des travaux. - Présentation des capacités techniques évaluées au regard de l'organisation et des moyens en personnel de l'équipe susceptibles d'être affectés à l'opération - Modalités de coordination entre les différents intervenants (MOA, bureaux d'études, entreprises, locataires etc) <p>- Absence d'analyse : 0 point - Analyse superficielle, descriptive, incomplète : 2,5 points - Analyse correcte sans plus-value : 5 points - Analyse approfondie et contextualisée : 10 points</p>	
III	Approche technique	10
	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en considération de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux - Impact de la réhabilitation sur les logements et les parties communes - Méthodologie quant à l'organisation des réceptions et la levée des réserves <p>- Absence d'analyse : 0 point - Analyse superficielle, descriptive, incomplète : 2,5 points - Analyse correcte sans plus-value : 5 points - Analyse approfondie et contextualisée : 10 points</p>	
IV	Références choisies	5
	<ul style="list-style-type: none"> - 3 références de complexité équivalente à l'objet du marché et réalisées. Le candidat les aura choisies pour permettre d'illustrer sa compréhension du dossier, et de ces intentions. Le candidat expliquera la motivation de ce choix. <p>- Absence de référence choisie : 0 point - Références choisies insuffisamment motivées : 2,5 points - Références choisies correspondant au dossier : 5 points</p>	
3	Valeur environnementale	10
	<p>Le mémoire environnemental doit être limité à 2 pages A4 recto verso verticales (hors annexes cf. illustrations) et utiliser une police de caractères n'étant pas inférieure à une taille 10 format Arial Word ou équivalent. Les marges verticales et horizontales ne seront pas inférieures à 2cm. Une page de garde intitulée « Mémoire environnemental » peut être établie par le candidat qui l'illustrera à sa guise. Le cas échéant, cette page ne sera pas comptabilisée dans le nombre limitatif total de pages.</p> <p>=> Un mémoire environnemental qui ne respecte pas les contraintes énoncées ci-dessus pourrait voir sa note baissée de 2,5 points.</p> <p>Le mémoire environnemental devra respecter le cadre de formalisme suivant (voir tableaux de critères ci-dessous) : I/ Gestion des déchets de chantier II/ Gestion de l'approvisionnement et implantation territoriale</p> <p>=> Un mémoire environnemental qui ne respecte pas ces contraintes pourrait voir sa note baissée de 2,5 points.</p>	

	<p><i>La perte de point pour non-respect du nombre limitatif total de pages et celle pour non-respect du cadre de formalisme sont cumulables.</i></p> <p><i>Une offre sans mémoire environnemental ne sera pas recevable.</i></p> <p><i>La note maximum est de 10. Elle pourrait être attribuée au candidat qui obtient le maximum de points distribués sur ce critère.</i></p>	
I	Gestion des déchets de chantier	5
	<p>Le candidat présentera sa stratégie complète en vue de la gestion des déchets générés par le chantier, incluant l'identification préalable des types de déchets, la mise en place d'un plan de gestion détaillé privilégiant la réduction à la source, le tri sélectif sur site, et la valorisation maximale des déchets. Il devra également démontrer sa capacité à faire assurer la traçabilité complète des déchets jusqu'à leur destination finale.</p> <p>- <i>Absence d'analyse : 0 point</i> - <i>Analyse superficielle : 2,5 points</i> - <i>Analyse approfondie : 5 points</i></p>	
II	Gestion de l'approvisionnement et implantation territoriale	5
	<p>Le candidat détaillera la stratégie envisagée en vue de l'approvisionnement en matériaux et équipements (circuits courts, pratiques durables, provenances géographiques, impact carbone du transport etc). La localisation de l'équipe de maîtrise d'œuvre sera valorisée si elle contribue à réduire les distances de transport, l'utilisation de véhicules peu consommateurs en énergie fossile et à dynamiser l'économie locale.</p> <p>- <i>Absence d'analyse : 0 point</i> - <i>Analyse superficielle : 2,5 points</i> - <i>Analyse approfondie : 5 points</i></p>	
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre sera susceptible d'être rejetée.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Copie de sauvegarde

Les candidats ou soumissionnaires doivent adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde des documents transmis par voie électronique. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'acheteur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, des candidatures ou des offres.

Adresse postale du profil acheteur :

SACVL

Service Patrimoine – Olivier Dupont

36 quai Fulchiron

69005 Lyon

Copie de sauvegarde ne pas ouvrir

Consultation marché MOE – Justin Godart

Communication et échanges d'informations par voie électronique

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur.

En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur. La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Signature du marché après attribution

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats lors du dépôt de son pli électronique sur la plateforme. Le contrat sera signé, après attribution du marché par l'acheteur, par le seul attributaire de manière électronique ou manuscrite.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

N°	Document	Commentaires
O	Acte d'engagement	Le document devra être dûment rempli, daté et signé <u>de manière électronique</u> par la personne habilitée à engager la société.
A	Pouvoir ou délégation de signature	Un document signé relatif aux pouvoirs (délégation expresse) de la personne habilitée à engager la société, si le signataire n'est pas le mandataire social désigné par la loi (Extrait K-bis).
B	Certificat de régularité fiscale	Les justificatifs fiscaux en cours de validité délivrés par les organismes concernés.
C	Certificat de régularité sociale	Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (attestation de vigilance téléchargeable sur www.urssaf.fr), datant de moins de 6 mois ; et le cas échéant, les autres justificatifs sociaux en cours de validité délivrés par les organismes concernés, notamment pour les travaux (Congés intempéries, etc...)
D	Assurance décennale	[Uniquement pour les marchés concernés par des travaux nécessitant une assurance décennale] Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire, en cours de validité (pour l'année en cours), prévue à l'article L243-2 du code des assurances, couvrant les activités correspondant à l'objet du marché, y compris les éventuelles prestations sous-traitées.
E	Extrait KBIS	Un extrait K bis datant de moins de 6 mois.
F	Redressement ou liquidation judiciaire	Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.
G	RIB	/
I	Travailleurs détachés	Le cas échéant, en cas de détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants : Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ; Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.
J	Travailleurs étrangers	Dans le cas d'emploi de travailleurs étrangers, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du Code du Travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type de numéro d'ordre du titre valant

		<p>autorisation de travail (article D8254-2).</p> <p>Ou</p> <p>Si le candidat n'emploie pas de travailleurs étrangers, il fournit une attestation de non-recours à des travailleurs étrangers.</p>
--	--	--

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal judiciaire de Lyon

Tél. : 0472607012

Email : tj-lyon@justice.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal judiciaire de Lyon

Tél. : 0472607012

Email : tj-lyon@justice.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat.